

LEHTI, Marko et David J. SMITH (dir.), *Post-Cold War Identity Politics. Northern and Baltic Experiences*, London, Frank Cass Publishers, 2003, 320 p.

Louis Clerc

Volume 36, numéro 3, septembre 2005

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/012046ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/012046ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

IQHEI

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Clerc, L. (2005). Compte rendu de [LEHTI, Marko et David J. SMITH (dir.), *Post-Cold War Identity Politics. Northern and Baltic Experiences*, London, Frank Cass Publishers, 2003, 320 p.] *Études internationales*, 36(3), 412–415.
<https://doi.org/10.7202/012046ar>

conjointes jusqu'à la mise en place du NORAD en 1958. Dans le chapitre huit, Roussel conclut sur sa proposition initiale du développement d'un ordre libéral nord-américain pour comprendre les relations entre les deux partenaires si différents au niveau de la puissance mais plutôt semblable au niveau des normes, c'est-à-dire, des normes libérales et démocratiques. Sans nier l'utilité des autres théories, il démontre bien leur limite et l'utilité du paradigme constructiviste. Il propose également quelques réflexions suivant les événements de septembre 2001 quant à l'avenir de la coopération canado-américaine.

L'ouvrage de Roussel s'adresse à tous ceux et celles qui s'intéressent à la politique étrangère canadienne et à la coopération entre le Canada et les États-Unis. Il offre une grille de lecture convaincante de l'existence d'un ordre libéral nord-américain. De plus, son travail répond à l'absence d'études fouillées touchant la coopération bilatérale entre les États libéraux et démocratiques. Seule ombre au tableau : c'est l'amalgame que fait l'auteur – et une grande partie des études de la paix démocratique d'ailleurs – entre les valeurs libérales et démocratiques. Les deux ne sont pas nécessairement réductibles l'une à l'autre. Malgré cette réserve, c'est un excellent travail qu'a réalisé Roussel. Ce livre deviendra très certainement un incontournable dans ce domaine.

Dany DESCHÈNES

Programme Paix et sécurité internationales
HEI, Université Laval, Québec

EUROPE

Post-Cold War Identity Politics. Northern and Baltic Experiences.

LEHTI, Marko et David J. SMITH (dir.).
London, Frank Cass Publishers, 2003,
320 p.

Coordonné par Marko Lehti et David Smith, l'ouvrage s'inscrit à la fois dans la littérature sur le phénomène régional, les recherches sur les identités et une littérature spécifique sur la zone baltique. Il apporte un regard particulier en mélangeant ces perspectives et en insistant sur l'aspect construit des perceptions de l'espace et de l'identité, particulièrement dans des zones carrefours comme la Baltique.

Le problème central tel que posé en introduction est celui de la reconstruction post-guerre froide dans une zone prise entre l'Europe, la Russie et des constructions régionales propres. La sortie d'un régime bipolaire permet à une diversité régionale d'exister à nouveau sur les périphéries du « cœur » européen. La région baltique est donc présentée comme un test de la diversité européenne, des possibilités de coopération régionale, mais aussi de la relation de la Russie avec son « étranger proche ».

Le livre se compose de contributions non classées. Un des thèmes les plus traités est celui des constructions identitaires post-soviétiques dans les trois pays baltes entre Europe, région et nation. Inga Pavlovaite souligne la vision de l'Europe par les Baltes, non seulement comme un espoir de prospérité économique mais aussi comme un « paradis retrouvé », une reconnaissance de leur identité

européenne. De même, l'Europe est conçue comme une garantie face à une Russie revancharde : les Baltes considèrent ne pouvoir entretenir un dialogue apaisé avec Moscou qu'une fois intégrés dans des ensembles européens. Le discours sur le retour à l'Europe a donc souvent été accompagné de la définition stricte des frontières avec l'Est.

Vahur Made arrive aux mêmes conclusions dans sa présentation du cas estonien. Il souligne également que l'intégration européenne et le mouvement vers une coopération régionale doivent composer avec des identités nationales fortes et résurgentes. Valters Šēerbinskis montre aussi dans son étude du cas letton cette tension entre identité nationale et coopérations régionales.

David Smith reprend ce même point dans sa contribution au livre. Il étudie les tentatives de coopération régionale des pays baltiques, concluant que les États et les identités qu'ils définissent, bien que marqués par les changements post-soviétiques, restent les acteurs principaux à la fois des coopérations techniques et des constructions identitaires dans la région. Il montre bien les difficultés inhérentes dans ce contexte aux projets de dimension nordique de l'UE portés en particulier par la Finlande. Sur ce sujet, la contribution de Smith apporte amplement matière à réflexion. Il n'est pas ici le seul à présenter une vision insistant sur le niveau étatique : Hiski Haukkala, John Hiden ou Vahur Made vont aussi dans ce sens.

Le chapitre commun de Pertti Joenniemi et Marko Lehti ainsi que le chapitre de Lehti sur les narrations nationales nordiques présentent une

autre vision, rappelant combien les thèmes de l'identité nordique et baltique forment une base ancienne à des constructions identitaires régionales. Ils soulignent en particulier la valeur en tant que marqueur d'identité de ces discours sur la « nordicité ». Le discours sur le Nord a aussi été utilisé pour asseoir une supériorité morale ou politique des nordiques et remettre en question l'idée d'un cœur européen situé plus au Sud. Le projet de dimension nordique de l'UE est un bon exemple de cet effort de créer une « ...nouvelle Europe nordique, une zone dynamique de croissance et de co-prospérité [...] qui donnerait plus de centralité aux États nordiques ». Christopher Browning, dans sa contribution sur la Finlande, insiste lui aussi sur cette pratique du régional en écrivant que les coopérations régionales peuvent agir comme la matrice d'une nouvelle identité.

La contribution de John Hiden met en parallèle les tentatives de l'entre-deux-guerres de faire face par la coopération régionale aux défis « durs » de sécurité et celles d'aujourd'hui de faire face à des menaces plus « douces ». Il insiste surtout sur le danger qu'il y aurait à tergiverser avec l'intégration aux systèmes de sécurité européens des pays d'Europe médiane. Jörg Hackmann évoque lui aussi le passé dans sa contribution sur le rôle de la relecture du passé dans les constructions nationales baltiques après la guerre froide. Cette importance du passé et de sa relecture dans les constructions identitaires du présent revient souvent dans le livre.

Viatcheslav Morozov, Pami Aalto et Hiski Haukkala traitent tous du

rapport de la Russie aux développements récents dans la région. Ils montrent bien combien les dirigeants russes ont du mal à aborder ces développements hors des termes de l'époque soviétique, d'un discours de grande puissance et d'un sentiment d'isolation. Les réactions russes face aux élargissements de l'OTAN ou de l'UE ou face aux tentatives de dimension nordique de l'UE sont révélatrices à cet égard. Les contributions partent de différents points de vue théoriques, mais leurs conclusions sont comparables. Aalto et Haukkala, explorant l'un la géopolitique post-soviétique de la région et l'autre les réactions de la Russie aux projets de dimension nordique de l'UE, montrent comment Moscou cherche à imposer sa propre vision géostratégique de la zone en réponse à ce qu'elle perçoit comme des intrusions dans son espace réservé. Morosov montre combien les conceptions de la Russie comme grande puissance « assiégée » se voient dans les relations avec les pays baltes.

Clairement destiné à un public au courant des problèmes locaux et ouvert sur des perspectives multidisciplinaires, le livre n'est pas un ouvrage facile : on ne saurait le conseiller comme introduction aux problématiques générales de la Baltique. Il aurait également bénéficié d'une organisation plus thématique organisant des contributions foisonnantes. Il faut enfin noter qu'il ne traite pas de toute la zone baltique, mais considère surtout les trois pays baltes et les acteurs de la Baltique orientale.

Mais ces défauts n'enlèvent rien à l'ouvrage en tant que livre de réflexions sur des thèmes communs à

toute l'Europe médiane. On pourrait ainsi souligner en particulier le fort désir d'Europe qui anime les pays observés : John Hiden montre bien cette volonté d'être admis dans un ensemble dont on considère avoir été éloignés par l'ombre soviétique. Le livre apporte des éléments pour une cartographie de cette relation psychologique avec l'idée d'Europe. En même temps, on perçoit bien la force des identités nationales en résurgence dans cette région.

L'ouvrage ouvre toutefois une perspective sur l'émergence de zones régionales, à cheval entre le national et l'européen, où se construisent des habitudes de coopération, des réseaux, des identités. Doit-on craindre ou encourager ces « autres Europes » au sein de l'UE ? Peuvent-elles constituer véritablement un niveau intermédiaire d'identité ?

Enfin, le livre apporte un regard particulier sur la politique russe envers l'« étranger proche », une politique faite d'un mélange explosif de discours de puissance, d'ambitions géostratégiques et de considérations psychologiques. Le fait que la Russie ait trouvé dans la situation créée par les attentats du 11 septembre 2001 une nouvelle légitimité à son discours de grande puissance rend le problème encore plus actuel. Là aussi, on a deux approches différentes dans le livre : Aalto, Morosov ou Smith tendent à mettre en avant l'érection progressive de nouvelles barrières entre la Russie et ses voisins baltiques.

On aurait pu s'attendre ici à un livre théorique, mais on y trouve aussi des éléments factuels impor-

tants. Les auteurs, tous spécialistes de leurs sujets respectifs, apportent des précisions sur les transitions baltes, la politique russe, les projets de dimension nordique de l'UE. Les contributions de Made, Ščerbinskis et Pavlovaite sont des études de cas apportant des éléments précis sur les trois pays baltes. Le livre fournit aussi une épaisse bibliographie concernant les sujets abordés. On se trouve donc en face d'un excellent outil de travail et de réflexion pour le spécialiste des questions d'identité et de relations internationales dans la région baltique et dans l'Europe médiane. Le livre intéressera aussi le spécialiste des questions de coopération régionale, avec en particulier l'exemple du projet de dimension nordique de l'UE. On y trouve également une vision très instructive sur la Russie actuelle et sa vision de politique extérieure.

LOUIS CLERC

*Département d'histoire politique
Université de Turku, Finlande*

EU Economic Governance and Globalization.

CAMPANELLA, Miriam L. et Sylvester C.W.
EIJFFINGER (dir.). Northampton, MA,
Edward Elgar, 2003, 213 p.

La gouvernance de la Commission sur les affaires de l'Union européenne (UE) est fondée sur deux stratégies majeures. La première propose l'élargissement de l'UE, en définissant la nature de l'association, le partage des pouvoirs et l'importance des décisions consensuelles pour la définition de solutions communes. La seconde porte sur son monopole d'expertise pour le conseil des ministres et le parlement européen. Aujourd'hui,

d'hui, la centralisation et une plus grande intégration de l'UE n'ont pas permis de développer une flexibilité optimale vers la globalisation économique. L'Union européenne en cherchant à aider les gouvernements nationaux à adopter des réformes en faveur du marché a plus produit de la centralisation que de la flexibilité, avec une pratique de subsidiarité insuffisante. Cependant, avec le processus d'intégration constant, il est de moins en moins possible de parler de modèle britannique ou rhénan. Avec le marché unique, un modèle européen semble voir le jour.

Dans le premier chapitre, Michele Fratianni met en évidence la relation entre l'élargissement de l'Union européenne et une intégration flexible. Le modèle concentrique adopté n'est pas toujours très cohérent eu égard à la gouvernance économique de l'Union européenne. En suivant le double objectif de son approfondissement et de son élargissement, l'UE à la fois réduit la prise en compte des différences des membres et renforce le pouvoir de certains membres au détriment d'autres. Il en résulte aujourd'hui, sans doute à cause de l'inadéquation relative des critères de Maastricht, un retard dans l'organisation d'une monnaie unique et quelques réticences à l'admission de nouveaux membres, compte tenu des coûts afférents. Le processus de coordination adopté n'encourage pas toujours la mise en place d'une gouvernance efficace.

Dans le chapitre 2, Mehmet Ugur définit la qualité de la gouvernance dans la capacité des autorités publiques à fournir des biens publics de manière non discriminatoire et